

Présentation de la CNIL et de la CADA

Leurs missions et les conséquences sur l'ouverture des données publiques

Commission Nationale Informatique et Libertés



Statut : Autorité administrative indépendante

Régulateur des données personnelles

Elle accompagne les professionnels dans leur mise en conformité et aide les particuliers à maîtriser leurs données personnelles et à exercer leurs droits.

Missions :

Informier / éduquer

Accompagner la conformité / conseiller

Accompagner l'innovation et la réflexion éthique. Rôle à venir sur les méthodes d'anonymisation.

Contrôler et sanctionner (amendes jusqu'à 4% chiffre affaire mondial)

Accès CNIL pour l'Enseignement Supérieur Recherche :

Convention avec la CPU et accompagnement du réseau des Data Protection Officer de l'ESR (SupDPO)

Peut être saisie pour des demandes de conseil via le réseau SupDPO

Passer par le DPO de son établissement

Commission Nationale Informatique et Libertés

Quelques chiffres Pour 2017

8 360

PLAINTES, DONT :

27%

concernent la diffusion
de données sur internet

341

CONTRÔLES DONT :

65

contrôles en ligne

47

contrôles de
vidéoprotection

4 124

DÉCISIONS
ET DÉLIBÉRATIONS
ADOPTÉES DONT :

2 964

AUTORISATIONS
DE TRANSFERT
DE DONNÉES HORS UE

810

AUTORISATIONS
RECHERCHE MÉDICALE
OU ÉVALUATION DES
PRATIQUES DE SOINS

CNIL.

COMMISSION NATIONALE
INFORMATIQUE & LIBERTÉS

Et depuis le 25
mai 2018

4 mois de
RGPD
en chiffres  **2018**
vs **2017**

+64%
de plaintes

3767
2294

+45%
d'appels



+ 600
notifications
de violation

24 500
organismes
ont un **DPO**

Les premières sanctions

UBER 400 K€ pour atteinte à la sécurité des données des utilisateurs

Uber a expliqué que « des personnes extérieures » avaient tout d'abord « obtenu l'accès à un espace de travail privé Uber sur GitHub », la célèbre plateforme de développement logiciel. Les attaquants auraient en effet utilisé les identifiants de certains ingénieurs de la firme (composés notamment d'une adresse email personnelle) pour accéder à GitHub, et y trouver « une clé d'accès inscrite en clair dans un fichier de code source ».

Source : Next Impact 21/12/18

GOOGLE 50 M€ pour manque de transparence, information insatisfaisante et absence de consentement valable pour la personnalisation de la publicité

Fait suite aux **plaintes collectives** de deux associations : None Of Your Bussiness et la Quadrature du Net

Statut : Autorité administrative indépendante

Accès et réutilisation des informations publiques

Elle veille à la liberté d'accès aux documents administratifs et aux archives publiques ainsi qu'à la réutilisation des informations publiques (transparence de l'action administrative).

Elle porte une interprétation des textes applicables.

Missions :

Rendre des avis sur saisie : ceux-ci peuvent constituer une voie de recours précontentieuse

Conseiller les administrations sur les questions d'accès et de réutilisation

Pouvoir de sanction limité

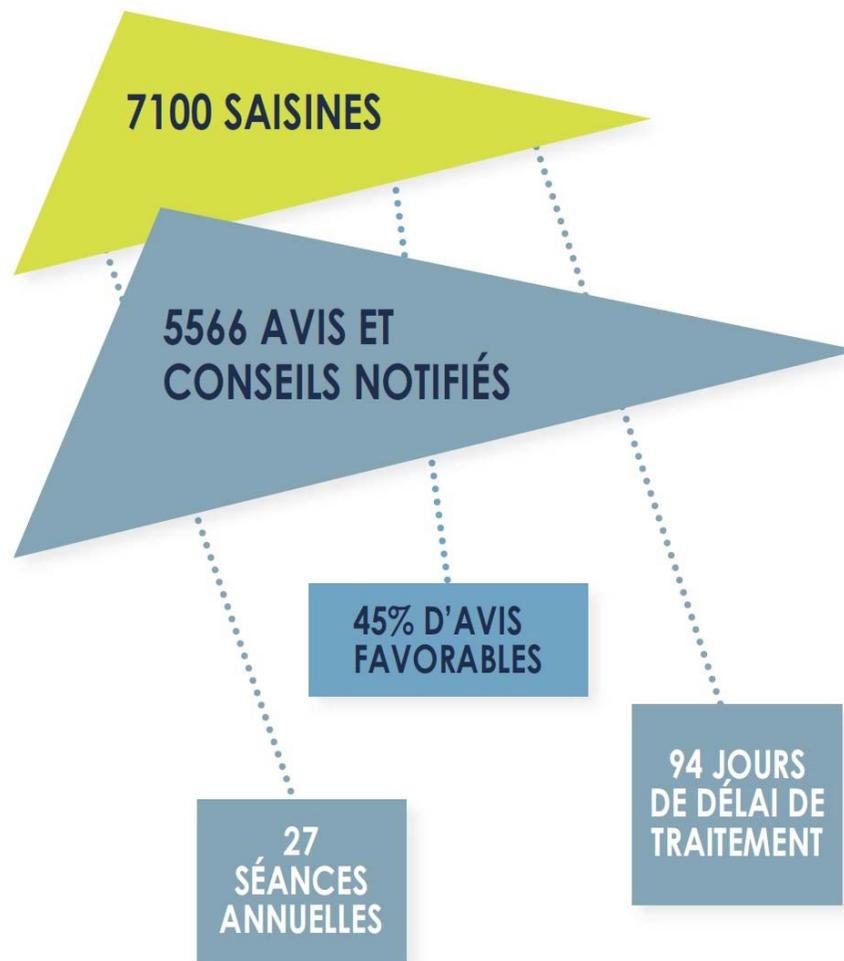
Uniquement amendes (faible niveau financier) à l'encontre des personnes qui réutilisent des informations publiques en violation des prescriptions du code des relations entre le public et les administrations.

Accès CADA pour l'Enseignement Supérieur Recherche :

Via la Personne Ressource pour l'Accès aux documents Administratifs (PRADA) de l'établissement

Saisir si volonté d'ouverture

Quelques chiffres pour 2017



Source : cada.fr

□ Un avis important prononcé en 2017 sur les données cartographiques des îles de la Guadeloupe et de la Martinique sur l'état de la pollution des sols au chlordécone.

Saisie par 4 ministères,
Question politiquement sensible et sur laquelle aucun consensus juridique n'avait pu être trouvé

Dans ce cas : les cartes de contamination des sols à l'échelle de la parcelle cadastrale pouvaient être regardées comme un rapport sur l'état de l'environnement ou comme une évaluation des risques des émissions de substances dans l'environnement : intérêt sanitaire et environnemental

En conclusion :

- ➔ diffusion possible sans l'accord préalable des propriétaires des parcelles répertoriées
- ➔ les administrations saisies d'une demande de publication en ligne d'une telle cartographie, devraient dès à présent y procéder, sans occultation

Conséquences sur l'ouverture des données publiques

❑ Guide CNIL/CADA mis en consultation publique jusqu'au 04 avril

Lecture plus adaptée pour les ministères et collectivités. Se rapporter plutôt au guide « recherche » :

<https://prodinra.inra.fr/?locale=fr#!ConsultNotice:382263>

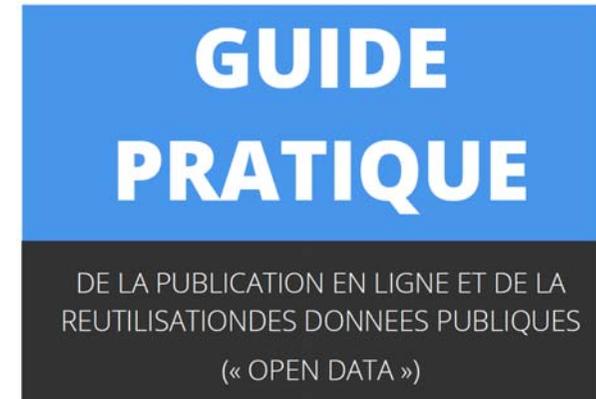
❑ Réutilisation des données personnelles

Finalité recherche OK / dérogation pour l'information à faire aux personnes dans certains cas.

❑ Attention à la Publication des données personnelles

Elles ne peuvent pas être mises en open data sauf accord des personnes concernées ou texte réglementaire l'autorisant (cf. par ex. le décret 2018-1117 relatif aux catégories de documents administratifs pouvant être rendus publics sans faire l'objet d'un processus d'anonymisation). La CNIL a vocation à se positionner comme organisme validant les méthodes d'anonymisation.

Consignes existantes pour les données de santé (cf. méthodologies de référence).



*Présentation du cadre juridique
de l'ouverture des données*

Document élaboré par les services de la CADA et de la CNIL
en association avec les services d'Etatlab

Mission Etalab : etalab.gouv.fr

Le blog d'Etalab


ETALAB


DATA.GOUV.FR


DONNÉES & IA


OPEN GOV


ECOSYSTÈME

Etalab fait partie de la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat (DINSIC).

Etalab coordonne la politique d'ouverture et de partage des données publiques.

Exemple de productions :

Algorithme publics : guide à l'usage des administrations

<https://www.etalab.gouv.fr/algorithmes-publics-etalab-publie-un-guide-a-lusage-des-administrations>

Politique de contribution de l'état aux logiciels libres :

<https://www.etalab.gouv.fr/publication-de-la-politique-de-contribution-de-letat-aux-logiciels-libres>